



Edito

Entre reprise de l'épidémie et crise économique, ce début d'année 2021 semble emboîter le pas de 2020.

Pourtant, malgré la situation d'urgence dans laquelle se trouve l'Éducation nationale, l'idéologie politique n'a pas changé, le ministre imperturbable poursuit ses objectifs.

Dans les établissements, les personnels et les élèves sont au bord de la rupture. Toutes et tous sont face à une dégradation de leurs conditions de travail ou d'étude jamais atteinte.

Sous couvert, toujours, d'en faire une voie « *d'excellence et d'avenir* » le ministre poursuit, avec entêtement et mépris, le démantèlement de l'enseignement professionnel sous statut scolaire caractérisé par l'appauvrissement des contenus de formation et le développement de l'apprentissage. Son projet d'un aménagement de la grille horaire de terminale Bac pro démontre l'essoufflement de la co-intervention au bout de 3 ans à peine d'existence.

Aucun aménagement n'a été accepté pour les examens de cette année en dehors des seuils minima pour les PFMP et du calendrier modifiable des CCF. C'est dire si les préoccupations du ministre sont loin de la réalité du terrain des personnels et de nos élèves de lycée pro. Nous demandons des allègements de programme et des aménagements dans l'organisation ou le contenu des épreuves ainsi que l'annulation de l'épreuve de chef-d'œuvre pour les CAP.

Il est plus que temps de réagir et de faire entendre nos revendications.

Exigeons le retrait de cette réforme qui aboutira à la déstructuration complète de l'enseignement professionnel sous statut scolaire et à la perte de sens de nos métiers.

Exigeons un véritable plan d'urgence pour l'Éducation !

Avec l'ensemble des organisations de l'intersyndicale, mobilisons-nous toutes et tous le 26 janvier pour obtenir une autre politique éducative et redonner de l'espoir à cette jeunesse aujourd'hui sacrifiée.